



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

118-119 | 2009

Claude Meillassoux

Fondement et instrumentalisation de la crise politique et axiologique de l'État camerounais

Ange Bergson Lendja Ngnemzue



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/4098>

DOI : 10.4000/jda.4098

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2009

Pagination : 279-304

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Ange Bergson Lendja Ngnemzue, « Fondement et instrumentalisation de la crise politique et axiologique de l'État camerounais », *Journal des anthropologues* [En ligne], 118-119 | 2009, mis en ligne le 02 juillet 2014, consulté le 21 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/4098> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.4098>

Ce document a été généré automatiquement le 21 décembre 2020.

Journal des anthropologues

Fondement et instrumentalisation de la crise politique et axiologique de l'État camerounais

Ange Bergson Lendja Ngnemzue

- 1 Cette contribution revient sur les fondements de la crise axiologique et politique de l'État camerounais, et observe à l'œuvre les nouveaux savoirs politiques et les nouvelles techniques de domination qui s'inventent au quotidien dans cette conjoncture de crise. Le symptôme le plus parlant de cette crise pourrait être la défection de l'État sur le terrain symbolique. En effet, interrogé pour un récent article de *Libération*¹, Fred Eboko a parlé de « la faillite idéologique du régime » du président Biya, après avoir remarqué que « depuis (25 ans) qu'il est en place, ce pouvoir s'est officiellement ému et a mis en scène de manière spontanée sa douleur et sa volonté de promouvoir le sentiment national une seule fois : pour la mort d'un footballeur (Marc Vivien Foé) ». L'État camerounais aurait donc décroché du « sentiment national », qui est un ensemble de biens communs symboliques et ritualisés qui fondent l'identité d'un peuple et *produit du lien social*. La production et l'entretien de ce « sentiment national » relèvent de l'« *activisme culturel* » de l'État (Dieckhoff, 2000 ; Lendja Ngnemzue, 2006, chap. 4). Cet activisme culturel tient un rôle essentiel dans la construction de l'identité politique comme socioréfraction du pouvoir, qui fait être un sujet/société-type pour un pouvoir/État-type. Cette socioréfraction indique que l'activisme culturel est un instrument de la violence symbolique (Bourdieu, 1994) et par lequel l'entrepreneur étatique inscrit son idéologie culturelle dans les têtes des gens. La socioréfraction du pouvoir signifie que les processus d'assujettissement sont des circuits d'incorporation de la culture et de la « pensée d'État » (Sayad, 1996). De ce point de vue, l'importance du « sentiment national » est telle que, pour le pouvoir et le peuple, un *État qui déserte ce terrain idéologique court à sa perte*. Ainsi, diagnostiquer la faillite idéologique de l'État camerounais voudrait dire que la production de l'identité politique ne procède plus par le haut, et qu'un processus de désétatisation de la société serait en cours.

- 2 Tout cela est lourd de sens, et si l'on se situe sur le plan de la mise en scène et de la théâtralisation du « sentiment national », qui est aussi théâtralisation d'un pouvoir ayant une prise réelle sur ses sujets, la description de Fred Eboko est incontestable : l'État camerounais est totalement absent. Pour autant, je ne pense pas que la classe gouvernante a perdu la main sur la fabrique de l'idéologie au Cameroun. Je prends en compte le fait que la domination n'est pas que la résultante d'un face-à-face dominants-dominés, État—société, une simple gestion légalisée de la socioréfraction de l'État telle que le prescrit le postulat juridico-institutionnel. La domination est aussi et surtout un phénomène biopolitique (Foucault, 1994b : 188), production d'une technologie de contrôle et de manipulation des corps, gestion politique de « la vie nue » (Agamben, 1997). Fondement de toute la modernité politique², cette animalisation de la politique procède par la production de divers dispositifs : mémoire collective, identité nationale, système de santé, de sécurité, et, pour le cas d'espèce, « sentiment national ». Le biopouvoir agit aussi en anticipant sur la capacité des gouvernés à se rebiffer : Foucault a nommé cette capacité anticipative du nom de gouvernementalité, qui est, pour le pouvoir et ses doubles, « une manière d'agir sur un ou sur des sujets agissants, et ce en tant qu'ils agissent ou qu'ils sont susceptibles d'agir. Une action sur les actions » (Foucault, 1994b : 237).
- 3 L'État camerounais n'est pas mort, il a fait une mue, gardant intact son intérêt pour la gouvernementalisation de l'agir social. Il n'est pas idéologiquement en faillite, ce sont les termes de l'idéologie et de la domination qui se sont transformés. Dès le début des années 1990, la société camerounaise se comprime sous le poids de la nouvelle conjoncture faite de libéralisme, de corruption, d'insécurité et de pauvreté. La situation a vite tourné à la crise politique et axiologique, l'énormité devenant progressivement la norme, y compris pour l'État pris dans ses fonctions régaliennes : des collecteurs d'impôts sont soudoyés, des usagers rackettés à ciel ouvert par des policiers et autres agents publics. Il ne suffira pas de crier au scandale du laxisme et de la spoliation de la société par une bureaucratie d'État sans scrupule : il faut plutôt comprendre pourquoi, au lieu de résoudre la crise morale et politique, l'État semble s'y adapter et en tirer des bénéfices. C'est que la gestion du « sentiment national », comme mode d'inscription de l'État dans l'imaginaire de la société, n'opère plus de la même façon. Pour la catégorie gouvernante, la priorité est dans son *conatus* propre : comment l'État peut-il persévérer dans son être, comme principe actif de la société camerounaise et des dispositifs de la domination, dans un contexte d'incertitudes et de pénuries multiformes (morale, économique, sécuritaire) ? Telle est la question politique actuelle. J'essaie de voir ici comment le pouvoir y répond en incorporant et en transformant en capital politique les turbulences hégémoniques dues aux accidents de parcours du modèle néopatrimonial et à l'irruption du contrôle multilatéral de l'économie financière et politique du Cameroun. Cela signifie que, plutôt que de manifester de l'« activisme culturel » pour régénérer un *ethos* politique en délitement, Biya semble orienté vers une politisation des dérégulations en cours, dans l'optique de réimposer l'État et sa propre figure de « chef de la nation » à une société où on ne les voit ou ne les veut plus. Au lieu de « rigueur et moralisation des comportements », annoncées en début de règne, le régime se ravitaille et se recompose sur l'administration, la régulation et le raffinement de l'ordre du désordre éthique et politique. Pour continuer à s'imposer comme catégorie gouvernante, l'État aurait tiré profit du pragmatisme et de l'instinct de conservation d'une société qui, plutôt que d'incorporer la mort (au sens de « faire corps »), multiplie des formes de débrouille

(économie souterraine, commerce informel, corruption, émigration illégale, etc.) pour pallier justement le déficit d'État, quitte à institutionnaliser la gabegie et à détricoter le contrat social. Sur quels registres la domination camerounaise actuelle serait une gouvernementalité de cette crise axiologique et politique ? Pour comprendre cette instrumentalisation à peine subtile du désordre (Chabal et Dalloz, 1999), il faut partir de la nature du pouvoir camerounais comme régime néopatrimonial qui cumule le monopole politique, symbolique et économique. Avec Ahidjo, ce monopole véhiculait le mythe de l'État-démiurge et théologien : le chef de l'État était producteur de la nation et de son unité, de la sécurité, du développement (Médard, 1995) et organisateur de sa propre succession. La personnalisation du pouvoir eut des résultats mitigés, n'en déplaise à une vision nostalgique qui a tendance à opposer schématiquement la réussite d'Ahidjo à l'échec de Biya. Même s'il ne sort pas du paradigme néopatrimonial, Biya tenta un changement de cap en introduisant le mythe de l'État-démocratique, qui impliquait sa propre désacralisation comme figure tutélaire de la société. Un cycle de pluralisation et de désacralisation de l'État, qui se poursuit, était ainsi ouvert. Aujourd'hui, par des moyens prosaïques, l'État tente de contenir les velléités centrifuges en se mettant non plus au centre de la société, mais en régulant les multiples réseaux de régulation qui ont tendance à proliférer dans ses marges.

Pluralisation et désacralisation

- 4 Ahidjo fut un grand entrepreneur idéologique et politique, et de ce point de vue on peut comprendre les regrets de ceux qui décrient aujourd'hui le laxisme du régime Biya. L'origine de cet activisme peut se trouver dans la nature de l'État dont il avait la charge. Ce pouvoir était de configuration néopatrimoniale. En effet, si l'on suit Weber (1971 : 222 & ss.) le régime néopatrimonial se décline comme un mode de gestion traditionnel et domestique, « oïkonomie » (de *oïkos*, maisonnée) qui, à l'échelle d'un État et par différenciation, forge un système et des sous-ensembles qui reposent sur une dépendance et une allégeance aveugle des subalternes à l'égard de leur hiérarchie, à qui ils pensent tout devoir.
- 5 La consécration de Biya le 6 novembre 1982 est le produit de la patrimonialisation du régime qui fait que le chef de l'État décide de tout y compris de sa succession. Cette procédure permet à l'alternance de se dérouler en circuit fermé, au profit de la bureaucratie régnante : « La sélection qui s'effectue au sein du personnel politique, dans le cours de la succession, est un changement qui s'opère dans la catégorie dirigeante » (Sindjoun, 1999 : 67). Réputé docile et dévoué à la cause du président sortant, le successeur est un pur produit du système sans lequel il ne serait rien, selon Sindjoun (*ibid.*) qui indique par ailleurs que cette dépendance et cette docilité à l'égard du chef, plus que tout le reste, a joué en faveur du choix de Paul Biya comme dauphin dès 1979. Sur le fond, Biya hérite d'un État mou, sous-développé sur le double plan institutionnel et économique, et, de surcroît, reposant sur une unité nationale fragile. Le crédo dit du « renouveau national » est, dès 1983, une tentative pour Biya de changement de cap pour prendre ses marques et remplacer l'idéologie précaire de l'État-démiurge d'Ahidjo par celle d'un État-démocratique : « la rigueur et la moralisation des comportements », ou encore « au Cameroun, on ne doit plus prendre le maquis pour exprimer ses idées » en sont les slogans. De l'intérieur de la catégorie gouvernante, et par cette offensive sur le terrain symbolique, le nouveau chef de l'État espérait sans doute limiter et atomiser

progressivement l'influence de la philosophie politique d'Ahidjo sur l'appareil étatique. Ces choix de discours et de pratique ont très vite pesé sur les modalités traditionnelles du fonctionnement de la catégorie gouvernante et ont créé une conjoncture de frustration et de lèse-majesté qui va déboucher sur une crise du dauphinat (1982-1984), et finalement sur la rupture Biya/Ahidjo, ce dernier étant impliqué dans le coup d'État du 6 avril 1984. La même année, Paul Biya supprime le « principe dauphinaire » qui l'a consacré : le président ne désigne plus son successeur. Depuis la constitution de 1996, c'est le président du Sénat qui assure l'intérim et organise les élections³. L'idéologie de l'État-démocratique tel que l'entendait Biya dura une année (1983). La faute à l'abandon des « grandes ambitions » démocratiques suite au coup d'État d'avril 1984, qui a invité la mort et la violence au palais présidentiel et contraint le président de la République à donner la part belle aux militaires loyalistes qui lui ont sauvé la vie : ce « droit du sauveur » aurait entraîné une « prétérialisation » du régime » (Decraenne, 1989 : 47) susceptible d'expliquer la prolifération des généraux, une vingtaine aujourd'hui, contre un seul au moment du coup d'État. Mais en dépit de ce virage sécuritaire, la revanche symbolique de l'ère Ahidjo, qui contraignait Biya à renouer avec l'État policier et le tout sécuritaire, n'a pas pu empêcher la désacralisation du pouvoir. La libéralisation politique déjà contenue dans le livre programme du président de la République (Biya, 1987) a été différée, mais pas pour longtemps, la conjoncture internationale et sociale étant plus forte.

- 6 Légèrement, la « rupture démocratique » est survenue au sein du régime néopatrimonial camerounais par un décret présidentiel du 19 décembre 1990. Juridiquement, ce décret met un terme au régime néopatrimonial par la libéralisation de la parole (libertés d'association, de presse, de formation de partis politique, etc.) et, *de facto*, la pluralisation des circuits pour accéder à la représentation politique. En fait, il est l'aboutissement d'une pression double, externe, puis interne. En externe, sont susceptibles de mettre le régime en péril : la perestroïka gorbatchévienne, la chute du Mur de Berlin et des dictatures à l'Est (surtout le traumatisme de la mort brutale de Ceausescu, le dictateur roumain auquel s'identifiait subitement plus d'un dictateur africain) ; le discours de rupture de Mitterrand le 20 juin 1990 à La Baule, qui subordonne désormais le soutien de la France aux efforts démocratiques entrepris par les chefs d'État africains, etc. En interne, et à la faveur de ces bouleversements internationaux, il y eut émergence d'une défiance intérieure à l'égard du pouvoir. Cette défiance marque le désenchantement de l'État-démiurge développeur : la contestation du régime néopatrimonial a commencé « à partir du moment où il est devenu clair que la dictature avait été incapable d'engendrer le développement qui avait servi à la faire accepter » (Médard, 1995 : 356).
- 7 Si cette défiance fuse de partout, la charge la plus lourde viendra du comportement des acteurs non directement politiques de la société. Ce phénomène de prise de parole collective mais séparée et catégorisée contre l'État a été pensé et théorisé sous le concept englobant de la « pluralisation du champ social⁴ » où, sans se concerter au préalable, se meuvent artistes, avocats, journalistes et écrivains peu loyalistes à l'égard du régime néopatrimonial (Sindjoun, 1996). Cette pluralisation crée en soi une situation de « désordre inventif » (Sindjoun, *ibid.*) dont l'importance révolutionnaire est d'avoir fait exister, à l'extérieur du champ néopatrimonial du pouvoir, un champ critique, contrepouvoir social et autonome. L'enjeu de ce contrepouvoir fut de mettre un terme aux différents monopoles de l'État, de remettre en cause la vocation pastorale, hégémonique et prométhéenne de l'État néopatrimonial. Cette charge déboucha sur un

déplacement forcé des termes de l'allégeance au pouvoir, par la montée d'une « opinion publique critique ». Si l'on prend le canal de la presse, on verra que cette opinion critique « a été obtenue par la stratégie de la dénonciation des scandales, des mises en cause toujours personnalisées et par la caricature appuyée des gouvernants affublés de sobriquets. Les acteurs de la domination politique sont tournés ainsi en dérision : "l'homme-lion" désigne le président Paul Biya, "Odontol" l'ex-Premier ministre Sadou Hayatou, "Papa Taro" le Premier ministre Achidi Achu, etc. Par ailleurs les "affaires" font florès : terrain de golf présidentiel à Mvomeka, "pillage" par le couple présidentiel de la Société camerounaise de banque, etc. [...] Les émissions des médias audiovisuels telles que *l'expression directe des partis politiques* et *lignes ouvertes* participent du même registre interpellatif » (Sindjoun, *idem* : 59). Au début des années 1990, les intérêts de ce champ social émergeant coïncidaient avec ceux des nouveaux candidats à la professionnalisation politique, qui ont décidé d'exister sans la permission du pouvoir. En effet, l'opposition camerounaise est née dans l'indiscipline et la défiance de ceux des nouveaux acteurs politiques qui prétendaient au changement de paradigme identitaire (néopatrimonialité versus démocratie) et de personnel politique. Le pouvoir s'est vu contraint à la libéralisation politique, après avoir sévèrement puni ces nouveaux acteurs de vouloir exister sans son accord : procès contre le bâtonnier Me Yondo Black en février/avril 1990⁵ qui tentait de créer un parti politique, meurtre de six manifestants, le 26 mai 1990 à Bamenda, lors de la marche de lancement « illégal » du Social Democratic Front, parti d'opposition de Ni John Fru Ndi, répression de la grève à l'université où s'est déportée la confrontation entre pouvoir et société (Socpa, 2001), etc. Il devenait clair que, derrière la façade de l'État-démiurge, le président était vulnérable. Cette insurrection populaire à l'égard de l'ordre qui « vient d'en haut » était en soi une désacralisation du pouvoir qui s'imposait d'en bas. Comment cette désacralisation a-t-elle été incorporée et réinterprétée par un État qui n'a renoncé à son hégémonie sur aucun compartiment de la vie politique ?

Archipélisation et recomposition

- 8 L'insurrection populaire, la crise économique qui a poussé le gouvernement à donner les clés de l'économie aux bailleurs de fonds néolibéraux du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), réduisent sérieusement la capacité de décision et de production économique, politique et symbolique de l'État camerounais. Désormais, le pouvoir ne couvre ni le territoire, ni les demandes sociales et politiques diverses. Après les premières élections présidentielles d'octobre 1992, on parle même d'un pouvoir « archipélagique », recroquevillé sur ses archipels, le président Biya n'ayant alors remporté que 39 % des suffrages et son parti ayant manqué la majorité absolue au parlement. On voit un président « à l'aise dans les provinces du centre, du sud et de l'est » et pas ailleurs (Sindjoun, 1999). Depuis, la donne a évolué et changé. Pour les opposants, il est passé le temps faste et prometteur de l'Alliance pour le redressement du Cameroun par la Conférence nationale souveraine (ARC-CNS), structure de l'opposition qui, en 1991, paralysa le pays avec les « villes mortes », une grève générale dure de six mois. Le régime de Biya ne tremble plus. Partout, l'opposition a reculé, et n'occupe qu'une sphère symbolique du champ politique, les hommes du président ayant de nouveau raflé le monopole sur l'appareil d'État, disposant de la majorité absolue dans toutes les sphères institutionnelles d'accès électif (parlement et municipalités) sans que la société n'ait de

nouveau légitimé, d'aucune façon, le pouvoir de M. Biya. Au contraire, le fossé s'est creusé entre la société et la classe gouvernante, au vu du faible taux de participation (15 %) aux dernières élections législatives de 2007.

- 9 On a évoqué ça et là la faiblesse et la corruptibilité des acteurs de l'opposition pour expliquer ce retour de l'hégémonie présidentielle : ce n'est pas Biya qui serait redevenu fort, ce sont ses adversaires qui seraient faibles. Cette explication est sans doute plausible, au vu de l'incapacité de l'opposition à s'organiser et à recomposer ce front commun qui a causé tant de soucis au pouvoir au début des années 1990, et de la promptitude de certains opposants à rentrer dans les jeux de compromissions avec le pouvoir. Je pense cependant que cette explication est sectorielle, elle touche uniquement au comportement de la catégorie politique qui, dans son secteur de l'opposition, chercherait ses marques et ses ressources de survie entre radicalisation et compromission avec le pouvoir. Du côté du pouvoir lui-même, cette explication sectorielle affirmerait volontiers que l'État est dans son droit de capturer ou d'affaiblir l'opposition pour continuer à exister lui-même. On se contenterait d'une telle explication s'il ne s'agissait, selon moi, d'une stratégie politique renvoyant à quelque chose de plus profond : une revanche du modèle néopatrimonial sur les velléités de construire un champ politique pluralisé, cette pluralisation signifiant sa propre mort comme pouvoir. Pour sa survie, le régime néopatrimonial camerounais aurait décidé de produire, non pas de nouveaux énoncés pour asseoir un nouveau contrat social dans un contexte politique libéral, mais de recycler et d'imposer ses vues sur une société camerounaise qui refuse toujours de le légitimer. L'État se serait ainsi engagé dans une immobilité résolue, les mutations inscrites dans les institutions ayant surtout servi à satisfaire un formalisme juridique.

Les nouveaux sites de capitalisation hégémonique

- 10 Le nouveau terrain de prédilection de ce choix politique de la recomposition du modèle néopatrimonial reste l'instrumentalisation du désordre et de la disette (Chabal & Dalloz, 1999). En effet, comme réponse à sa crise structurelle, l'État néopatrimonial démiurgique a poursuivi son projet organique et hégémonique d'une inscription de son chef comme figure unique et référent attitré de la société. Il a réussi à se maintenir comme un « État-rhizome », qui prolifère au cœur d'une « multiplicité protéiforme de réseaux dont les tiges souterraines relient les points épars de la société » (Bayart, 1989 : 270 et ss). Pour dire la même chose sans pudeur, le commandement continue d'opérer, sur ce champ de ruine qu'est l'ordre politique camerounais à prétention libérale, au travers d'un État « contrebandier », et compte bien tenu de ce que cette articulation aux activités illégales « ne contredit pas nécessairement les processus de souveraineté territoriale et d'autonomisation du politique par lesquels s'effectuent la "domination" ou l'"assujettissement" » (Bayart, 2004 : 96). Les activités illégales dont parle Bayart renvoient à plusieurs pratiques de gouvernement qui, par temps de disette politique, économique et symbolique du pouvoir, offrent de nouvelles opportunités hégémoniques à l'État. L'opérationnalité de cette prébandalisation de l'État passe par de nouveaux chemins et de nouveaux savoirs illicites qui s'avèrent des technologies inédites pour domestiquer et broyer l'adversité et imposer de nouveau l'État comme figure tutélaire de la vie sociale. Retour est ici fait sur quelques cas de ces conduites « illicites » de l'État qui, à l'heure où les bailleurs de fonds tempêtent sur la « bonne gouvernance », surfe sur une

« civilisation des mœurs délictuelles » qu'il a entretenue ou tout au moins laissé proliférer.

Les archipels sécuritaires

- 11 La première figure de ce délitement hégémonique est l'irruption des « archipels sécuritaires », qui marquent la fin de la continuité territoriale de l'action publique et le début des préoccupations théoriques et pratiques sur les professionnels de la sécurité et sur le pouvoir d'État en temps de sous-traitance (Chouala, 2001). Au lieu d'une sous-traitance réelle et normée par l'État, le contexte des « archipels sécuritaires » laisse émerger une « pluralisation de l'autorité régulatrice » (Roitman, 1998 : 297-329)⁶. On voit bien que la civilisation des mœurs délictuelles tente avec plus ou moins de succès de suppléer l'incapacité de la surveillance par la cohabitation entre professionnels de la sécurité et techniques ou acteurs de la délinquance. Les techniques d'accumulation et de redistribution de l'État néopatrimonial adhèrent aux modes opératoires de ceux qu'il est censé réprimer. Tout cela trouble l'explication de la prolifération des gangs, qui, en 2008, peuvent semer la terreur dans les grandes métropoles ou prendre carrément en otage pendant deux heures et sans intervention policière ou armée, une petite ville comme Limbé dans le sud-ouest du pays, pourtant située non loin d'une zone militaire (Bakassi, récemment rétrocédé par la Cour internationale de justice au Cameroun, après un conflit armé contre le Nigéria).

L'ethnisation du politique

- 12 De même, le domaine du politique se confond progressivement avec celui de la survie, les contraintes du ventre gouvernant et dédoublant chaque jour davantage l'action de la solidarité et de la moralisation publiques. L'adaptabilité du marché gouvernant aux formes toujours plus savantes de protestation et de mobilisation des forces contestataires, qui fait corps avec son incapacité à répondre efficacement aux déficits de la moralité publique et à la montée vertigineuse de la précarité, révèle paradoxalement comment le retour de l'État s'assimile à une tentative de légitimation d'un ordre sécuritaire. Le président qui se présente comme celui qui va protéger le Cameroun du « chaos » mobilise le répertoire d'un retour, qui n'est pas que symbolique, à l'État-démiurge. Ce retour peut prendre le chemin de l'ethnisation de la cooptation des élites et des clients politiques, lesquels s'adaptent savamment à la politique du ventre. La persistance, entretenue par la société et l'État, d'un imaginaire de l'État comme « gisement alimentaire » (Mbembé, 1988 : 153-177) joue en faveur de la consolidation du modèle néopatrimonial hérité d'Ahidjo, où l'entrée d'un travailleur dans la bureaucratie d'État est perçue comme le signe d'un partage du « gâteau national ». Dans ce contexte de politisation du travail, la représentation populaire de l'État en dépouille à décapiter joue de manière ambivalente en temps de crise économique. Elle est à la fois un atout et une pesanteur pour le marché gouvernant. Comme atout, elle permet à celui-ci de l'instrumentaliser comme *criterium* de recomposition et de reclassement de la clientèle politique. Dans cette transaction, priorité est donnée aux frères et aux alliés sûrs qui peuvent en toutes circonstances faire allégeance et produire des effets de relais sur les indécis et les « opposants » au système. Cette « fraternité » peut se construire autour des ressorts syndicaux, religieux ou professionnels, mais c'est très souvent à partir du giron tribal qu'il déploie sa toile. Comme pesanteur, cette ethnisation astreint les détenteurs

de l'hégémonie à « penser d'abord aux frères » (ressortissants d'une même ethnie, d'un même clan), et de ne « s'ouvrir » aux autres groupes ethniques ou sociaux qu'en fonction de l'abondance des ressources ou des enjeux divers. Le refus de cette règle du « partage » est très souvent pour ces agents hégémoniques eux-mêmes la mort par sorcellerie (Geschiere, 1995). La charge symbolique de ces pratiques joue donc comme mécanisme de nivellement et de dictature par le bas autant qu'il sert, en temps de crise, de norme de redistribution des ressources et d'instrument de renouvellement de la clientèle. Ainsi, pour se garantir une posture favorable et se maintenir en vie, les entrepreneurs hégémoniques se seraient résolus à « se protéger des leurs en leur assurant la redistribution, et se protègent des "anti-parents" en leur bloquant l'accès aux ressources qui, parce qu'elles sont rares, ne peuvent pas être partagées à l'infini » (Mbembé, 1988 : 159 ; Berry, 1985). Cette option peut aiguïser des appétits de pouvoir à l'intérieur même des cercles concentriques les plus proches du chef de l'État. Au Cameroun, elle a en tout cas fini par jouer des tours au président Biya, récemment « victime » d'une tentative de renversement par ses « frères », membres éminents de son gouvernement, qui auraient constitué un groupe dit du « G11 », dont le but était manifestement d'empêcher, par voie constitutionnelle ou autrement, le maintien au pouvoir du président au terme de son septennat, en 2011. Depuis, Biya a « sécurisé » ses arrières en les faisant incarcérer pour motifs officiels de détournements de fonds publics, et en procédant à un amendement constitutionnel qui le rend rééligible en 2011. Au-delà, il montre, du haut de ses 76 ans, combien le désir d'immortalité ou tout au moins de pérennité est prégnant dans son imaginaire. Finalement, on voit bien que, même en contexte de désacralisation de son autorité et de sa fonction, Biya (ré)intègre et reproduit l'imagination politique du système qui l'a produit : dompter la mort, en déniait l'usure et la marque du temps, la vieillesse. Vivre du pouvoir c'est domestiquer la mort, durer et saturer l'horizon de ceux qui sont faits pour la mort, sont des *êtres-matière-à-la-mort* qui regardent et subissent, par-delà les générations, le vertige d'une domination personnifiée, identique et éternelle. Plus prosaïquement, la pensée populaire camerounaise associe l'actuelle opération « Épervier », qui traque les corrompus de la république, à une campagne d'épuration à tête chercheuse, qui viserait surtout à solder le compte de ce réseau qui voulait « la mort du président », pour les mêmes raisons liées à l'État néopatrimonial : celles d'une « mystique » de la domination fondée sur la privatisation de l'État, la chosification de la société et l'éternité de son chef. Au-delà de cette « dérive » du système, quels sont les enjeux de l'ethnisation du politique par temps de crise hégémonique du modèle néopatrimonial ?

- 13 Il faut dire d'emblée que le rapport tribu/État s'écrit originellement et organiquement en mode conflictuel. On peut même prétendre que l'État s'est construit contre la logique tribale d'où il est vécu comme « la chose des Blancs » (Dimi, 1995). L'échec du projet d'encerclement de la tribu par l'État est aussi celui d'une *praxis aliénante* qui commande la marche du pouvoir d'importation vers l'ordre indigène. Cet échec conduit aujourd'hui à une situation de superposition État/tribu où « tout se passe comme s'il y avait autonomie dans l'autonomie » (Dimi, *ibid.* : 142). Dans le projet de la formation d'un État africain véritable, il serait donc utile, selon l'auteur, de promouvoir une dialectique de la restauration adaptée du « vieux fond moral » de la tribu. Ce choix stratégique pèserait cependant d'un poids immense dans la géopolitique de l'équilibre national. Surtout lorsqu'on sait que, dans le cas du Cameroun, on a affaire à une mosaïque de plus de 240 ethnies. Même en ramenant la géopolitique des grands ensembles aux ethnies-régions

comme c'est dûment consacré par les recherches en sciences sociales et l'ordre politique, le potentiel de déstabilisation des équilibres sociologiques reste énorme dans l'hypothèse d'un retour à un ordre moral ethnique. En fait, compris sociologiquement, un ordre moral est avant tout un schème de domination symbolique de la société par les usages ciblés et instrumentalisés des catégories transcendantes et coercitives, forgées et diffusées par le temps long de la vie collective. Celles-ci englobent religion, pouvoir et distribution des rôles sociaux. Ordre des croyances collectives, l'ordre moral ainsi décrit est tout, sauf démocratique. C'est un « ordre », un pouvoir transcendant et contraignant, qui ne se pense pas, ne se change pas, mais se reproduit le plus fidèlement possible à l'identique. Pour cet ordre, les mêmes gouvernent, pensent, et les mêmes se soumettent et meurent dans l'anonymat de l'obéissance aux multiples pouvoirs qui accompagnent la dialectique tribale. La piste d'un double régime d'autonomie en contexte africain est celle du culturalisme, qui ignore les différentes transactions qui se jouent au quotidien entre un ordre politique d'importation et les référents situationnels issus de l'ordre indigène très souvent grossièrement réduit à des entités tribales ou ethniques. Or ces entités ont des trajectoires propres, et une observation ou une lecture attentive montrent comment l'ethnie africaine est tout, sauf une catégorie figée en soi, autonome et réfractaire à toute extériorité. Elle est le produit historique et conjoncturel d'un ensemble de transactions sociales (Chrétien & Prunier, 2003). Les termes et les enjeux de ces transactions sont eux-mêmes historiques, et les guerres « tribales » africaines actuelles sont un exemple des manières sans doute violentes d'exprimer la question sociale et d'opérer de nouvelles formes de recompositions politiques (Amselle & M'bokolo, 2002).

- 14 Mais le paradigme de la coprésence de ce double ordre « ethnique » et « étatique », s'il est sociologiquement problématique, a un « mérite ». Il justifie *a posteriori* les mécanismes dits de « dosage subtil » que le pouvoir postcolonial camerounais manipule dans la distribution ethnicisée des rôles dans l'appareil d'État. On notera, dès les années 1970, la formation des « axes » (axe nord/sud, centre/ouest, etc.), fragilisés après le coup d'État du 6 avril 1984. La recomposition, aujourd'hui réussie, a été amorcée depuis avril 1991 avec le retour d'un ressortissant du nord (Sadou Hayatou) au poste de Premier ministre. Également, l'administration a conçu et développé depuis l'indépendance un système dit de « quotas » qui régule l'accès à certains métiers et responsabilités de la fonction publique. La constitutionnalisation, depuis 1996, des concepts antinomiques et politiquement problématiques d'« autochtones »/« allogènes » complète cet arsenal destiné à consolider le parti pris de « l'intégration nationale ». Celle-ci, si elle fonctionne jusque-là, peut paradoxalement recevoir de nouvelles fissures issues du fait même de l'interprétation des termes de l'intégration et de l'introduction de ces concepts. Les pratiques d'équilibre mises en place par le pouvoir politique, qui sont en fait des concessions faites par un État moderne au système concurrent des ethnies, sont perçues par certains comme un processus de frustration des uns, plus méritants, au profit des autres, moins méritants. On a très tôt fabriqué, à côté des ethnies-régions qui ont directement accès pour des raisons sus-évoquées au « gisement alimentaire », des ethnies frustrées psychologiquement, qui intériorisent le sentiment d'être délaissées par un État qui s'est dilué dans les intérêts très spécialement partisans. La tribalisation des pratiques politiques joue par substitution subtile d'un régime de compartimentation sociologique du territoire à toute forme d'imposition, à l'échelle de l'État, du droit et des compétences individuels. Cette situation a le triste mérite de produire un régime de représentation qui fait de l'État un « ennemi du peuple », ou tout au moins d'une partie du peuple, toujours les mêmes, ceux qui ne sont pas de chez lui, ou qui rechignent à rentrer en alliance avec

le pouvoir en place sans marchandisation de l'appartenance ethnique. Plus que des discours centrifuges, cela produit des régimes dissidents d'allégeance, où on voit comment des intellectuels, des acteurs politiques et des membres de la société civile tentent de recomposer l'échiquier politique et le contrat social en s'appuyant uniquement sur les identités ethniques. Les conséquences de telles postures sont cependant nombreuses.

- 15 En premier, il y a l'ethnisation de la base électorale des partis politiques et de la perception ou de l'action de l'exécutif. En dehors du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) au pouvoir, qui a une assise nationale grâce aux moyens d'État, les autres partis ont des assises ethniques, des « villages électoraux », et il faut aller dans les grandes villes pour voir la mixité ethnique dans les bases électorales. Et encore : dans ces villes, les « autochtones » commencent à imposer la loi de la représentativité des « natifs du terroir » aux appareils des partis lors de la cooptation de leurs représentants pour les compétitions électorales. Du point de vue de la présente analyse, c'est par temps de disette que cet événement de l'ethnisation du politique peut devenir très visible et produire des ressources de la violence. Certes, au Cameroun, cette suspicion réciproque de certains membres des groupes différents sur leur prise en compte par l'État nourricier en est encore à la circulation des noms d'oiseau : « bosniaques », « allogènes », pour désigner les Bamiléké de l'ouest comme étrangers, et donc revendicateurs illégitimes d'une part quelconque du « gâteau national » ; « shop die » (mange et crève), rétorquent certains, pour désigner les Beti, ethnies d'origine de Paul Biya, le chef de l'État, comme dépensiers et d'office coresponsables de la débâcle financière du pays. On signalera aussi l'émergence de certaines pratiques discriminatoires diffuses : l'irruption des langues ethniques au sein des services publics comme outil de communication entre agents et usagers de même origine, irruption qui invente ainsi des critères de distinction pour lesquels celui qui ne parlera pas la même langue sera traité en étranger ; le traitement des requêtes de ce dernier pourra attendre, ou demander des émoluments plus conséquents.
- 16 L'ethnisation du politique fabrique donc une altérité intérieure, une distorsion des rapports entre État et société. Les rapports sociaux eux-mêmes se construisent donc de plus en plus ailleurs que sur le terrain de la consolidation de l'unité nationale qui est au cœur de l'idéologie sociale de l'État. Est ici engagée la responsabilité des outils néopatrimoniaux mis en place pour gérer la donne ethnique au moment où l'État avait le monopole sur l'économie et la politique, et assurait une large rétribution de sa clientèle, notamment par le biais de l'absorption de la main-d'œuvre disponible. Il semble bien que, comme l'avait souligné le sociologue et politologue Jean Mfoulou, le pays amorce une ère où ces outils et pratiques jusque-là jugés d'équilibre ethnique sont de plus en plus vécus comme des facteurs de la « désintégration nationale ». Désormais, et par le fait de la courbure ethnopolitique de l'État, les Camerounais « ne vivent plus ensemble, mais côte à côte » (communication radiophonique : Yaoundé, 1999). L'insécurité politique prend de ce fait une tournure psychosociologique : les uns se sentent frustrés parce qu'ils sont de leur ethnies avant d'être camerounais, les autres se sentent harcelés et jalouxés parce qu'ils seraient les bénéficiaires d'un système de gouvernement qui fonctionne pour l'ethnie à laquelle ils appartiennent, toutes choses par ailleurs exagérées mais politiquement pesantes. Même larvée, la violence entre tribus inaugure la mise à mort symbolique de l'État. Du côté populaire, c'est le commencement de la fin de son rôle régalien de protecteur de chacun contre tous et de tous contre chacun. Paradoxalement, la « fronde »

due à la crise de confiance en l'État dans la redistribution des ressources reconstitue ce dernier comme instance de dernier recours pour protéger la communauté. D'où cette rhétorique très offensive du président de la République qui, pendant les années de braise et même après, a largement surfé sur la protection de la communauté nationale contre le « chaos », les « marchands d'illusions », les « apôtres du désordre » et les « prophètes de malheur » que sont ses opposants.

- 17 Cette mobilisation du registre sécuritaire replace l'État, dans l'imaginaire des citoyens pétrifiés par la peur du chaos et pour certains héritiers de la terreur de la guerre civile des années 1950 et 1960, en position favorable dans le maintien de l'équilibre devenu précaire, entre autres pour cause de manque de prédictibilité de l'État et par suite de l'instrumentalisation politique de l'ethnie. L'État se veut encore le maître du jeu politique par temps de disette. Dans ce contexte de violence pour la survie, l'étatique joue d'ambiguïté pour s'impliquer dans des dynamiques locales de conflits et les arbitrer. La manipulation de la donne ethnique est, dans cette conjoncture faite de rareté, de repli identitaire et d'insubordination populaire, un facteur de recomposition de l'ordre néopatrimonial : « ce qui se laisse "phraser" comme "tribalisme" est un idiome, un code qui, manipulant les références les plus dynamiques des sociétés africaines dans un contexte de disette, devient le langage de la lutte que se livrent les groupes pour accéder aux ressources rares qu'abritent les institutions postcoloniales » (Mbembé, 1988 : 152).

Retombées hégémoniques de la corruption

- 18 Les enquêtes sociologiques ont indiqué que la corruption fait partie de la personnalité de base des Camerounais (Titi Nweil et *alii*, 1999 : 31 et ss.). Ce qui légitime la présence, depuis la palme d'or en 1999, de ce pays dans le peloton de tête de Transparency International, qui fait un classement des pays les plus corrompus du monde. Ce qu'on n'a pas relevé jusque-là, c'est le poids de cette corruptibilité générale de la société camerounaise dans la démarche de recomposition hégémonique engagée par la catégorie gouvernante depuis le début des temps de disette et de troubles sociaux. L'observation que j'apporte ici sur ce point est que la corruption, et surtout elle, est fortement instrumentalisée par la classe hégémonique pour son ancrage social. Cette instrumentalisation rend des services incalculables au régime politique néopatrimonial qui l'élabore. À la condition de « penser la corruption en termes de système, non en termes d'individus » (Klitgaard, 1998), on parvient à articuler cette instrumentalisation à l'ère de la « civilisation des mœurs délictuelles ». Autrement dit, il faut chercher à cerner cette pratique au sein des tentatives de reconquête hégémonique, et ainsi indiquer à quel titre la corruption peut dans ce cas être régulatrice du pouvoir politique de l'État. Dire l'historicité et les attentes politiques de la corruption au Cameroun, faire la sociologie spécifique de son déploiement, en mettant en perspective ce phénomène avec le contexte de pénurie déjà décrit.
- 19 Cela implique que la banalisation de la corruption, c'est-à-dire son inscription et sa normalisation dans le champ de la moralité publique, a une histoire profonde dont la dimension récente et visible se greffe à la crise hégémonique et économique de l'État. L'impunité et le laisser-faire sont des faits d'arme des entrepreneurs hégémoniques qui, depuis la fin des années pétrole (1984), le début de la crise économique (1988) et surtout la baisse drastique des salaires en décembre 1993 (près de 70 % dans certains cas) restent en charge de la redéfinition des termes de l'accès à la « mangeoire ». L'État qui ne fait rien

pour contrer la corruption ne fait pas un aveu d'impuissance, mais formalise une réponse structurelle certes inédite et prosaïque à sa responsabilité et à sa fonction de classe gouvernante de contexte néopatrimonial. L'avantage de ce « laxisme » d'État est de mettre à disposition des agents publics un instrument stratégique majeur de la compensation des pertes dues à la rupture matérielle et psychologique entre le travail qu'on fournit et le (maigre) salaire qu'on en reçoit. À l'heure des « salaires de catéchistes »⁷ perçus par les agents de l'État, le plus grand employeur du pays, la corruption apparaît comme une issue que, par son indifférence et son silence, l'État propose à ses agents en temps de disette, pour maintenir « la continuité du service ». Et, suivant la symbolique déjà énoncée du gisement alimentaire, chacun y va selon sa posture dans la sphère du pouvoir. Les « gros poissons », encore dits « les grosses baleines » prélèveraient sur le budget et procèderaient par détournements divers, massifs et intelligents, là où les policiers, par exemple, se contenteraient, au cours des contrôles routiers, de billets de 500/1000 F CFA (à peine un euro et cinquante centimes) ou des équivalents⁸, suivant les infractions en présence. Les agents les plus démunis et les plus dépourvus de pouvoir, les secrétaires et assimilés par exemple, se rabattent sur les imprimés – gratuits et disponibles en temps normal pour les usagers – ou procèdent par stratégies plus subtiles⁹. On observe donc que la clochardisation du fonctionnaire, s'il conduit à la radicalisation de la corruption du service public, maintient intactes les frontières de l'inégalité et des rapports de forces entre le haut et le bas dans la bureaucratie d'État. Le haut fonctionnaire qui s'engage dans la corruption a une marge de manœuvre plus large et plus « rentable », il « puise » directement dans les caisses de l'État et dans les paiements en pourcentages des factures dues par l'État aux tiers¹⁰. Du point de vue bureaucratique, il est dans une posture d'enrichissement par le politique, là où le fonctionnaire d'en bas est aux prises avec une situation précaire qui l'astreint à une mendicité à peine voilée, et forcément à bas rendement, sous peine de mourir. La corruption est donc un régulateur des tensions sociales qui, maintenant les inégalités, permet à l'État de juguler la grogne des agents. Elle est au service du redéploiement hégémonique de l'État et de sa pérennité, même si, paradoxalement et dans le même temps, elle noie l'État, puisque, à terme, c'est à une mort technique de cette institution que conduit une généralisation de la corruption. L'équation de Robert Klitgaard ($C = M + D - R$, avec C pour corruption, M pour monopole, D pour discrétion et R pour responsabilité) est ici pertinente. Elle doit cependant s'écrire en contexte camerounais en tenant compte des paramètres d'inégalités mis en place par la politique des salaires, la politisation déjà signalée de l'emploi dans le secteur public et des postures ethno-mafieuses dans le vaste champ de la prébende étatique, de la conjoncture de contestation de l'ordre hégémonique que suscitent les temps de disette.

Conclusion

- 20 En somme, on peut dire que, sous Ahidjo, l'enjeu était celui de l'imposition du modèle de l'État-démiurge et développeur. Sous Biya, l'État a renoncé à sa fonction prométhéenne et messianique, et la question est progressivement devenue celle de sa propre survie comme catégorie sociale à vocation hégémonique. Les crises successives, la libéralisation politique et la percée du modèle néolibéral rationnel qu'introduit l'ajustement structurel de l'économie par les bailleurs de fonds internationaux ont eu raison du programme de l'État-démocratique camerounais introduit à la prise de fonction de l'homme du

« renouveau ». Le désir d'inventer une nouvelle éthique de la gouvernance a fait son temps : il est question aujourd'hui de savoir où faire passer le pouvoir, faire passer ce qui peut en tenir lieu, dans un contexte où il n'y en a plus, ou plutôt, dans un contexte où les repères à partir d'où le juger (intégrité des dirigeants, solidarité entre groupes ethniques, justice sociale, pouvoir d'achat, sécurité publique, progrès, etc.) semblent se raréfier et se déliter de plus en plus. On a tenté de montrer comment opère le pouvoir camerounais quand les multiples pratiques de prédation, de clientélisme et de privatisation des positions hégémoniques d'héritage néopatrimonial ont fini par disqualifier l'État de sa fonction régalienne de production et de consolidation de la société. On a aussi vu que la pratique de l'État régulateur des irrégularités mobilisait des répertoires inédits et franchement déroutants. La politisation de la disette et du désordre passe donc par la production des normes qui sont faites pour être violées par ceux qui les portent : l'État et la société. L'État-rhizome camerounais est à l'image d'une société de désistements et de bifurcations permanents, orchestrés autant par les porteurs de vérité (l'élite politique) que par la société elle-même. Dans ce contexte, la corruption est devenue une arme politique redoutable, pour capturer des adversaires, recruter du personnel et changer le destin des compétitions électorales. En se diffusant partout, elle affaiblit la capacité opérationnelle et l'autonomie de la société civile et des corporations ainsi poussées à des liaisons politiques avec le pouvoir pour exister et éventuellement prospérer. Le formel et l'institutionnel deviennent informels et se politisent en le devenant. En clair, malgré la libéralisation politique, le modèle néopatrimonial tient bon, dans les esprits et dans la réalité de la domination, même en tant que « société du vide » (Latouche, 1999). Comme hier sous Ahidjo, bâtir la société est redevenu l'actualité et probablement l'urgence politique. Cette fois en raison d'un État-archipel qui a politisé les marges pour persévérer dans son être. Dans cette recomposition de soi de l'État comme technique de domination est sans doute la différence avec « hier », toute la différence.

BIBLIOGRAPHIE

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGAMBEN G., 1997 [1995]. *Homo sacer I. Le pouvoir souverain et la vie nue*. Paris, Seuil, traduit de l'italien par M. Raiola.
- AMSELLE J.-L., M'BOKOLO E. (dir.), 2002 [1987] *Au cœur de l'ethnie. Ethnie, tribalisme et État en Afrique*. Paris, La Découverte.
- BAYART J.-F., 1989. *L'État en Afrique, la politique du ventre*. Paris, Fayard.
- BENJAMIN N. C., DEVARAJAN S. & WEINER R. J., 1986. « Oil Revenues and the "Dutch disease", in a Developing Country : Cameroon », *OPEC Review*, vol. 10(2). Berkeley, University of California, World Bank and Harvard University (Cambridge) : 143-162.
- BERRY S., 1985. *Fathers Work for their Sons. Mobility and Class Formation in an Extended Yoruba Community*. Berkeley, University of California Press.

- BIYA P., 1987. *Pour le libéralisme communautaire*. Paris, Laffont.
- BOURDIEU P., 1994. *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*. Paris, Seuil.
- CHABAL P., DALOZ J.-P., 1999. *Africa works, Disorder as political instrument*. James Currey (Oxford) & Indiana University press.
- CHOUALA Y. A., 2001. « Conjoncture sécuritaire, champ étatique et ordre politique au Cameroun : éléments d'analyse anthropo-politiste d'une crise de l'encadrement sécuritaire et d'un encadrement sécuritaire de crise », *Polis*, revue camerounaise de science politique, vol. 8 (numéro spécial).
- CHRÉTIEN J.-P., PRUNIER G. (dir.), 2003. *Les ethnies ont une histoire*. Paris, Karthala.
- DIECKHOFF A., 2000. *La Nation dans tous ses états, les identités politiques en mouvement*. Paris, Flammarion.
- DIMI Ch.-R., 1995. « La tribu contre l'État en Afrique », *Alternatives Sud, Cahiers trimestriels* vol. II(2) (L'avenir de l'État-nation). Paris, L'Harmattan : 141-152.
- FOUCAULT M., 1994a [1975]. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris, Gallimard.
- FOUCAULT M., 1994b. *Dits et écrits, t. IV : 1980-1988*. Paris, Gallimard.
- GESCHIERE P., 1995. *Sorcellerie et politique en Afrique, la viande des autres*. Paris, Karthala.
- KLITGAARD R., 1998. *Corrupt Cities : a Practical Guide to Cure and Prevention*. San Francisco, ICS Press/World Bank Institute.
- LATOUCHE S., 2003. *Décoloniser l'imaginaire. La pensée créatrice contre l'économie de l'absurde*. Paris, Parangon.
- LENDJA NGNEMZUE A. B., 2006. *Sans-papiers, figure du politique. Hégémonie au Cameroun, État et cultures nationales en Europe*. Thèse de doctorat en science politique, sous la direction de P. Cours-Salies.
- MBEMBÉ A., 1988. *Afriques indociles, christianisme, État et société en postcolonie*. Paris, Karthala.
- MEDARD J.-F., 1995. « État, démocratie et développement : l'expérience du Cameroun », in MAPPA S. (dir.), *Développer par la démocratie ?* Paris, Karthala, Forum de Delphes : 355-390.
- ROITMAN J., 1998. « The Garrison-Entrepôt », *Cahiers d'études africaines*, 150-152, vol. XXXVIII (2-4) : 297-329. Trad. B. Hibou « la garnison-entrepôt : une manière de gouverner dans le bassin du lac Tchad », in *Critique internationale*, 2003 : 93-115.
- ROITMAN J., 1999. « Le pouvoir n'est pas souverain. Nouvelles autorités régulatrices et transformations de l'État dans le bassin du lac Tchad », in HIBOU B. (dir.), *La privatisation des États*. Paris, Karthala : 163-196.
- SAYAD A., 1991. « L'ordre de l'immigration entre l'ordre des nations », in *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*. Bruxelles, De Boeck-Wesmael.
- SINDJOUN L., 1996. « Le champ social camerounais : désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l'État », *Afrique politique*, 62 : 57-67.
- SINDJOUN L., 1999. « Le président de la République du Cameroun à l'épreuve de l'alternance néo-patrimoniale et de la "transition démocratique" », in DIOP M.-C. , DIOUF M. (dir.), *Les figures du politique en Afrique, des pouvoirs hérités aux pouvoirs élus*. Sénégal, Codesria/Paris, Karthala : 63-101.

SOCPA A., 2001. « Clientélisme et ethnicité dans le jeu politique : réflexions sur quelques mouvements thuriféraires au Cameroun » in *Africa at Crossroads : Complex Political Emergencies in the 21st Century*. Most ethno-net Africa publications, UNESCO/ENA, disponible sur : www.unesco.org/shs/most.

TITI NWEIL P. (dir.), 1999. *De la corruption au Cameroun de 1999 à 2008*. Gerddes Cameroun/Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé, Éd. Saagraph.

WEBER M., 1971. *Économie et Société*. Paris, Plon.

NOTES

1. Voir F. Pigeaud « Le Cameroun asphyxié après un quart de siècle sous le régime de Paul Biya », *Libération*, 14 novembre 2007.
<http://www.liberation.fr/actualite/monde/291298.FR.php>.
2. « L'homme, pendant des millénaires, est resté ce qu'il était pour Aristote : un animal vivant et de plus capable d'une existence politique ; l'homme moderne est un animal dans le politique duquel sa vie d'être vivant est en question » (Foucault, 1994b : 188).
3. Le Sénat n'étant pas encore mis en place, le président de l'Assemblée nationale est maître de ce qui se passera en cas d'incapacité ou de décès du président de la République.
4. « Le champ social, concept permettant d'éviter l'illusion de la société civile indépendante et vierge de toute souillure politique, renvoie au champ de relations entre acteurs mus par des logiques multiples dépassant l'aspect politique. Il se distingue sur le plan analytique du champ politique qui a la prétention de l'assujettir et il intègre les dimensions religieuse, économique, culturelle, etc. Le champ social camerounais, entendu comme système de relations concurrentielles et complémentaires entre acteurs et groupes pour exister et se faire reconnaître, est travaillé par la dialectique de l'ordre conservateur et du désordre inventif » (Sindjoun, 1996 : 57).
5. « Yondo Black : Tout et tout de suite ! », *Africa International*, 231 (oct.), 1990 : 22-24.
6. Roitman analyse cette collusion entre État et criminalité à travers le phénomène des « coupeurs de route », sorte de gangs redoutables qui sévissent dans la partie septentrionale du pays. Son enquête conclut plutôt à une concurrence entre la vraie délinquance, celle des criminels qui échappent au contrôle de l'État, et une organisation du racket, autour des professionnels publics de la sécurité, pour lever l'impôt de manière illégale (Roitman, 1999). La stratégie consiste à repérer, bien souvent à l'avance, certaines des victimes sur les marchés de la place (les commerçants délinquants fiscaux de la région, par exemple), et qui seront pris dans la « nasse » de la coalition État-délinquants sur les routes, au moment de retourner chez eux en transport en commun.
7. Il existe, depuis la baisse de salaires de 1993, des agents administratifs camerounais qui perçoivent un revenu net mensuel de 50 euro.
8. J'ai assisté à des cas où un policier s'est contenté d'une capsule de bière « gagnante », qui donne droit à une bouteille gratuite dans un débit de boissons.
9. Dans la bibliothèque d'un institut public, un agent qui doit me faire des photocopies m'apprend par exemple que la photocopieuse de la maison étant en panne, je devrais lui verser des frais de taxi pour aller les faire ailleurs, où les coûts sont moins élevés. Une petite enquête montrera que les photocopies ont été faites dans un bureau de la maison, où l'agent a dit que c'était pour le compte d'« un cousin qui est à l'université ». Ce qui lui fait empocher et les frais de taxi, et les frais de photocopie, frais qui lui permettent ainsi, dit en langage camerounais, de « pointer sa journée ».

10. Le prélèvement de 30% sur des « grosses factures » était, dans les années 1990, selon la rumeur et la presse d'opinion, une pratique quasi institutionnelle au ministère des Finances et dans les services assimilés.

RÉSUMÉS

Résumé

Cette contribution décrit et analyse la crise axiologique et politique de l'État camerounais. Elle part d'une mutation de fond qui s'opère dans le patrimoine idéologique et programmatique du pouvoir néopatrimonial camerounais : l'arrivée de Biya fait passer de l'État-démiurge et développeur d'Ahidjo à un État-démocratique fondé sur la « moralisation des comportements ». Cette contribution observe à l'œuvre les nouvelles technologies de domination orchestrées pour faire persévérer l'État, et qui s'inventent au quotidien par temps de disette, en tirant profit de la « civilisation des mœurs délictuelles » (corruption, tribalisme, insécurité publique, etc.). L'État camerounais n'est plus producteur des normes de la régulation de la société, et cela ne signifie pas sa propre fin comme État : au contraire, il régule la société en procédant à la gouvernementalisation des irrégularités existantes, en politisant la crise ambiante. L'innovation politique et axiologique peut attendre.

Summary

The Basis and Use of the Political and Axiological Crisis of the Cameroonian State.

This article describes and analyses the axiological and political crisis of the Cameroonian State. Its starting-point is the fundamental transformation that took place in the ideological and programmatic heritage of the Cameroonian neo-patrimonial government: Biya's arrival led to a change from Ahidjo's demiurge and developer state to a democratic state based on « the raising of moral standards governing behaviour ». This article observes the new technologies of domination at work that are orchestrated in order to make the state persist, and which are invented on a daily basis in periods of shortage, taking advantage of the « civilisation of criminal mores » (corruption, tribalism, public insecurity, etc.). The Cameroonian state no longer produces norms to regulate the society, and this does not signify its own end as a state: on the contrary, it regulates the society through undertaking the governmentalisation of existing irregularities and politicizing the ambient crisis. Political and axiological innovation can wait.

INDEX

Mots-clés : clientélisme, ethnicisation du politique, État, régime patrimonial

Keywords : clientelism, ethnicization of politics, State, patrimonial regime

AUTEUR

ANGE BERGSON LENDJA NGNEMZUE

Collège Coopératif - Paris 3 Sorbonne Nouvelle
ablendja@yahoo.fr